

La baffe...

SI ELLE ÉTAIT PRÉVISIBLE, LA RÉCENTE PLANTÉE EN VOTATION DE LA GAUCHE INSTITUTIONNELLE ET SYNDICALE SUISSE N'EN EST PAS MOINS MAGISTRALE. Battue et archibattue sur tous les objets plus ou moins progressistes qu'elle proposait à la partie du "peuple" suisse qui "s'exprime" par les urnes. Mais cela n'a pas empêché les apparatchiks, bureaucrates et professionnels de la politique, au soir du 26 novembre, d'ergoter jusqu'à la nausée, qui sur les quelques pour-cents qui auraient permis de transformer la déculottée en courte victoire, qui de parader quant à "la part grandissante de la population qui nous suit", qui d'appeler à la rescousse, comme ultime excuse, le fameux Röstigraben. Et dire que dans ce pays, la "gauche" compte deux ministres, dont l'une, l'inénarrable Ruth Dreifuss, s'est cru obligée, en direct à la TV, de se réjouir de l'échec des initiatives sur l'AVS...

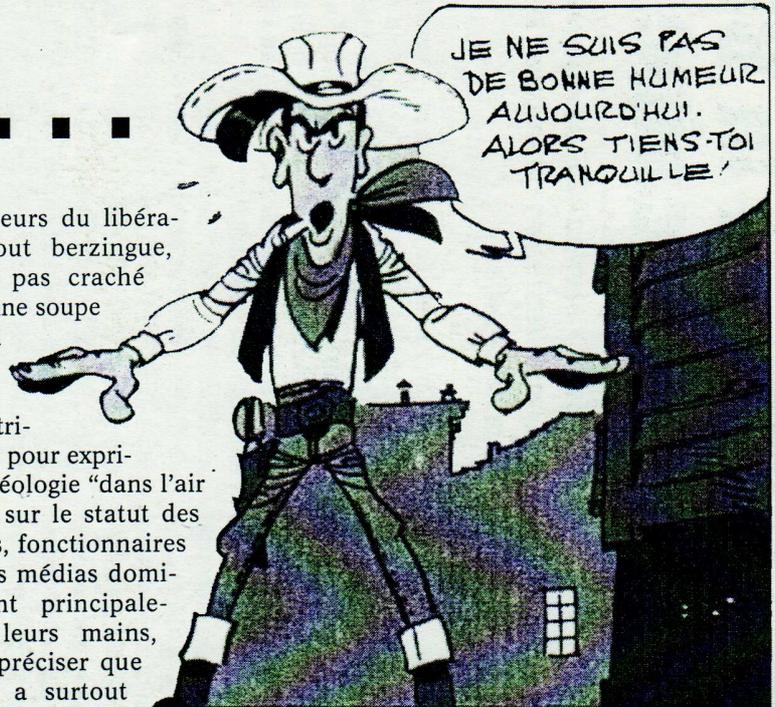
Leurs pantalonnades, leurs tristes jérémiades ne doivent cependant pas faire oublier qu'à chaque scrutin, environ 30 % des participants votent "à gauche". Cela ne montre-t-il pas l'existence dans ce pays d'un "peuple de gauche", de gens qui, eux, doivent ressentir durement ces échecs répétés ? La gauche institutionnelle devrait se mettre sérieusement à réfléchir sur son énorme part de responsabilité face aux mutations, inquiétantes, que subit la société d'aujourd'hui.

En cela, ce que l'on a présenté comme une lutte, le référendum contre la LPers (contre l'abolition du statut de fonctionnaire), est emblématique. L'échec était prévisible, et le statut a donc été enterré. Rappelons que ce référendum avait été lancé par quelques syndicats, relativement mal soutenus par une gauche désunie et discrète, dont certains membres sont très inspirés par le "social-libéralisme" à la Tony Blair. Parvenant même à rameuter un syndicat jauné, Transfair,

les promoteurs du libéralisme à tout berzingue, eux, n'ont pas craché dans la bonne soupe que leur a offert ce référendum : une tribune idéale pour exprimer leur idéologie "dans l'air du temps" sur le statut des travailleurs, fonctionnaires ou pas. Les médias dominants étant principalement en leurs mains, inutile de préciser que le "débat" a surtout consisté en un raz-de-marée d'arguments pro-LPers, étouffant sans peine la voix des opposants. Et ils n'y sont pas allés de main morte ! En guise d'exemple, voici, extraits d'un édito de la Tribune de Genève (15.11.00) les mots qui se rapportent au statut de fonctionnaire : « *bon pour la casse, vieux de 73 ans, sclérosé, hérité d'un autre temps, paralysé, ankylosé, camisole de force, âge, conformisme, manque de perspective, lacunes, privilèges désuets, immobilisme néfaste* ». Rien que ça ! Et ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Le référendum était-il "l'arme" à employer dans ce combat ? Était-il vraiment légitime de demander au "peuple", à une "majorité" désinformée qui ignore tout des problèmes sur le terrain, de décider des conditions de travail des cheminots ou des postiers ? Peut-être aurait-il été plus intelligent d'éviter une défaite mortifiante en passant directement à l'attitude que promettent d'adopter les syndicats, à savoir une vigilance sans faille et intransigeante quant aux probables dérives de cette nouvelle loi. Et cela aurait été l'occasion de commencer, enfin, un réel travail syndical...

Désormais, les collectivités



publiques qui emploient encore des fonctionnaires n'auront de cesse d'abolir leur statut, entraînant encore, on peut le craindre, les syndicalistes dans l'impasse des récoltes de signatures et des campagnes référendaires. Il faudra pourtant bien, une fois, nous résoudre à défendre nos droits sur le lieu de travail et apprendre à construire de vrais rapports de force, en gagnant le soutien des usagers, mais en cessant de compter sur le jugement du "souverain".

F. MIRAIL

SOMMAIRE

Capitalisme Le fric pue-t-il? Exclusif : la réponse du WWF et de la DdB!

Climat Le raout de La Haye tourne en eau de boudin.

Prison La fin d'un beau rêve répressif

Manif Compte-rendu de l'action en soutien à M. Abu-Jamal et L. Peltier

Jouir sans entrave (de son fric)!

CAPITALISME • Les jolis principes c'est bien mais le fric c'est mieux. Forts d'une telle maxime, on ne compte plus les établissements bancaires et financiers qui proposent des placements "éthiques" (on ne rit pas, s'il-vous-plaît!).

Le public visé est celui des représentants de la classe moyenne confortable "de gauche" qui, la trentaine, la quarantaine ou, pour les plus attardés, la cinquantaine venant, s'inquiètent de voir qu'ils ont moins de pognon que leurs voisins "de droite" qui boursicotent sans complexe. Pas complètement stupides, ils se disent : « certes, nous avons de jolis principes de gauche qui nous enseignent que c'est vilain de profiter de l'exploitation du prochain... mais, merde, c'est pas avec cela qu'on va se remplir les poches ». Mais le dieu du fric est grand et aime ses enfants : La Déclaration de Berne, « organisation indépendante qui œuvre depuis 1968 en faveur de relations Nord-Sud plus équitables et plus respectueuses de l'environnement » (1), et le WWF, en partenariat avec les - inévitables - curés de service (Action de carême et Pain pour le prochain), viennent de publier un catalogue qui recense et présente les fonds de placement éthico-écologique dans lequel ils expliquent que l'on peut se faire plein de sous sans tacher sa conscience. Chouette, alors.

La brochure *Mettez votre argent au vert* analyse, sous forme de tableaux comparatifs, les efforts méritoires de quelques dizaines d'établissements financiers, parmi lesquels on trouve l'UBS, le Crédit suisse, la Banque Migros, Pictet, Sarasin, pour rendre le monde meilleur (si, si!). En gros, ces groupes s'engagent à placer le pognon qui leur est confié dans des entreprises que la chose écologique, plus rarement sociale, ne laisse pas de marbrer. Je ne vais pas m'attarder sur les performances respectives de tout ce petit monde, chose que je réserve aux boursicoteurs alourdis de vieux restes de conscience. En effet, ce serait vraiment une perte de temps que d'essayer d'évaluer si oui ou non il y a du vrai derrière les belles et généreuses intentions affichées et dans quelles proportions tant la fumisterie générale de l'ensemble est évidente et, même, imprimée noir sur blanc. Pour en convaincre les plus niais, un bref coup d'œil sur les colonnes suffit amplement. Ainsi, la banque Pictet propose un fonds qui, se réjouit la brochure, « considère d'un même poids les critères sociaux et écologiques », et dont les principaux titres sont ceux des philanthropes bien connus : Novartis, Nestlé, UBS, Roche, ABB!! Quant à la banque Migros, bonne fille, elle ne veut pas de titres ayant un rapport avec le nucléaire, mais, certainement mal informée, un de ses principaux titres est la SNCF (Société nationale des chemins de fer français) dont les trains, comme chacun sait, fonctionnent à pédales!! En laissant errer son regard sur ces pages à forte teneur

éthique on rencontre d'autres grandes entreprises écologiques comme BP Amoco, Royal Deutch Petroleum ou Vivendi!! Rien d'étonnant à tout cela quand, de l'aveu même de La Déclaration de Berne et du WWF, les critères adoptés sont « plus ou moins éthiques ».

Bon, on l'aura compris, les associations qui éditent cette brochure nous prennent ouvertement pour des idiots. Elles essayent de nous fourguer l'idée d'un capitalisme propre et juste pour faire passer la pilule de leur compromission avec les capitalistes les plus pourris. Pour cela, elles nous servent une rhétorique nullarde pour prouver que l'on peut « réconcilier rêves et valeurs [son-

travail reste un facteur de coûts pour les entreprises », ce qui explique que les critères sociaux sont encore plus fantomatiques que les critères écologiques (2) dans les fonds "éthiques". A ce sujet, ils avouent au détour d'une phrase que ces fameux critères sociaux sont une farce : « on peut raisonnablement penser que demain, comme aujourd'hui, seule une minorité d'investisseurs se préoccupera des aspects sociaux ». Mais cela ne réduit en rien leur ardeur à espérer imposer des « conditions de travail dignes ». Comment? En devenant actionnaire voyons! C'est-à-dire en se faisant de l'argent avec l'exploitation des travailleurs, si possible dans la "dignité". Je suis



nantes et trébuchantes, bien sûr! ». Mais attention, « sans illusions, ni œillères ». Pour convaincre ils ont recourus à un argument choc, désarçonnant d'hypocrisie : « on vote tous les jours sur les places boursières. S'abstenir équivaut à laisser une minorité dicter le cours des événements ». Vous lisez bien : les marchés financiers sont un espace démocratique. Les mêmes raisons éculées qui étaient utilisées, auparavant, pour inciter à participer aux élections politiques servent à nouveau pour justifier le fait de s'assoier à la table des multinationales. Ce faisant, la Déclaration de Berne et le WWF, et le courant plus large qu'ils incarnent, admettent et acceptent le fait que le destin de la planète et des hommes se décide sur les places boursières. En fait, leur souci est de ne pas être "décroché" de la « minorité » des décideurs qu'ils évoquent, eux dont la vocation est d'accompagner le développement du capitalisme. Aussi, ils inventent une sorte de "réformisme financier" dont le rôle serait d'aménager le système financier suivant la formule suivante : acheter des actions, c'est rendre le monde meilleur. Fallait y penser et, surtout, oser.

L'acceptation de cette logique conduit nos "boursicoteurs éthiques" à prêter une attention bienveillante aux arguments capitalistes en reconnaissant que « l'amélioration des conditions de

très curieux de savoir où se situe le "seuil de dignité" au-dessus duquel il est acceptable de profiter du travail des individus pour s'enrichir. Quelle est l'unité de mesure que la Déclaration de Berne et le WWF utilisent pour le déterminer : le dollar, les heures de travail, la dose d'humiliation, le litre de sueur? Pour une véritable justice, seuls les travailleurs doivent décider de leurs conditions de travail : ce n'est certainement pas le rôle des actionnaires, fussent-ils des ONG.

Ce que proposent ces deux organisations et leurs amis ce n'est rien d'autre qu'une participation active au système capitaliste mondial. C'est de masquer par de grands principes généreux les véritables mots d'ordre : « miser gagnant en bourse; bonne conscience-bon rendement; gagner sur tous les tableaux ». Libres à certains de se laisser prendre à ce jeu et d'encaisser leurs dividendes, mais, de grâce, qu'ils le fassent en silence et nous épargnent le bruit pénible de leur bonne conscience.

G. AMISTA

1. Toutes les citations sont extraites de *Mettez votre argent au vert? : guide des placements responsables en Suisse, Vers un développement solidaire*, décembre 2000, n° 158.
2. Relevons que la multiplication des fonds de pension "écologiques" traduit une tendance du capitalisme actuel qui, dans les pays riches, repose de moins en moins sur des industries polluantes.

Stop à la BUSHerie américaine

MANIF • samedi 25 novembre à Genève a eu lieu une manifestation de soutien à Mumia Abu-Jamal et Leonard Peltier.

Est-ce en raison du beau temps que, malgré la longue liste d'organisations ayant signé l'appel, seules une centaine de personnes se sont réunies? Deux orateurs, membres des comités de soutien, ont expliqué les raisons de cette mobilisation. Les fondements politiques et économiques des Etats-Unis ont notamment été rappelés : l'expropriation violente des terres où vivaient les populations amérindiennes. Il a également été précisé que les cas de Jamal et Peltier ne sont pas isolés, mais qu'ils ne sont que deux victimes parmi des centaines d'autres de toute une série d'actions répressives à l'encontre des mouvements d'émancipation africains américains, amérindiens, chicanos, etc. Plusieurs militants ont d'ailleurs été simplement liquidés par les forces de l'ordre nord-américaines. Après la manifestation s'est tenue une conférence au Foyer Ste-Clotilde, où les orateurs Sylvain Duez-Alesandrini, Bobby Castillo, Julia Wright et Kiilu Nyasha ont évoqué l'extrême dureté des conditions carcérales aux Etats-Unis, ainsi que le caractère ouvertement raciste de tout le système juridico-policier. Plus de 6 millions de personnes sont sous "contrôle pénal", et 3600 personnes attendent leur exécution dans les couloirs de la mort. « Quand on est noir, indien ou portoricain, particulièrement si l'on est un homme, on sait où est son futur : en prison. Quand j'étais enfant, j'ai toujours su que j'irais en prison, ça devient une partie de notre culture », a notamment déclaré Bobby Castillo. Un bref historique des mou-

vements indien et africain américain a été développé, mettant en évidence les risques de mort encourus par chacun de leurs militants, en butte aux exactions du FBI.

Lors de la manifestation et de la conférence, Julia Wright, membre du Comité International de Soutien à Mumia Abu-Jamal et aux Prisonniers Politiques (COSIMAPP), a fait mention du soutien qu'apporte le cacochyme caudillo cubain Fidel Castro à la lutte pour la libération de Mumia et contre la peine de mort. Tant le soutien castriste que la mention qui en a été faite à plusieurs reprises nous étonnent : n'est-ce pas oublier, un peu vite, que le dernier rapport annuel d'Amnesty International, dont un des représentants s'est exprimé lors de la conférence, mentionne que « L'Assemblée nationale [cubaine] a adopté des lois pour combattre la dissidence et pour étendre le champ d'application de la peine de mort. Au moins 13 personnes ont été exécutées et neuf autres, voire plus, demeuraient sous le coup d'une sentence capitale »? Quant au mensuel AMNISTIE n° 21 (novembre 2000), il déclare que « Fidel Castro prétend qu'il n'y a pas de prisonniers politiques à Cuba, ce qui est totalement faux », car « Plusieurs centaines de milliers de prisonniers politiques sont vraisemblablement détenus dans les prisons cubaines », subissant « parfois des traitements cruels, inhumains ou dégradants ».

D. MITTATZ

Que faire pour Mumia et Leonard ?

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs des modèles de lettres de soutien à Mumia, à envoyer à William Clinton et au Juge fédéral Yohn (qui, on l'a appris de la bouche de Kiilu Nyasha, a été nommé en son temps par l'ancien président G. Bush) chargé du recours actuel. Quant à Leonard Peltier, il croupit depuis 25 ans en prison alors que la preuve de son innocence a été faite. Tous les recours judiciaires ayant été épuisés, seule la grâce présidentielle, dont la demande a été déposée en 1993, peut le sortir de prison. Il convient donc de rafraîchir la mémoire de William Clinton qui, candidat en 1992, avait affirmé qu'il n'oublierait pas Leonard, et qui a récemment déclaré vouloir se déterminer avant la fin de son mandat sur la demande en grâce. Nous tenons également à disposition de nos lecteurs un modèle de lettre à cet effet. Pour les lecteurs disposant d'un accès Internet, il est à noter que le site <http://www.globalexchange.org/campaigns/usa/peltier/getinvolved.html> permet d'envoyer facilement et sans frais un fax de protestation directement à la Maison Blanche. Pour nous contacter : 022 734 29 22 ou direct_ait@tao.ca.

Je m'abonne à Aujourd'hui !

- | normal | soutien |
|---------------------|--|
| ▶ 12 n° : 15 francs | <input type="checkbox"/> 25 francs <input type="checkbox"/> |
| ▶ 24 n° : 30 francs | <input type="checkbox"/> 50 francs <input type="checkbox"/> |
| ▶ 48 n° : 60 francs | <input type="checkbox"/> 100 francs <input type="checkbox"/> |

Nom _____
Rue _____
NPA/Ville _____

Règlement par CCP : Direct!, CCP 17-574 134-6. Envoyer à : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2.

Hôtel 4 étoiles

Tout le monde se souvient certainement des troubles qui ont agité la prison genevoise de Champ-Dollon. Lors des mois de mai et juin 1999, des prisonniers manifestent et revendiquent le respect de certains droits élémentaires. En effet, Jean-Michel Claude, alors directeur de la prison, s'était illustré par des mesures extrêmement dures et injustes : refus de nourriture casher à ceux qui le demandaient, refus de cours d'alphabétisation, suppression des séances de cinéma, etc. Parmi le personnel de la prison, tant les matons que l'enseignant et le bibliothécaire, ont aussi subi ce directeur qui ne se présentait à aucune séance sans arborer le *Bréviaire d'un homme d'action*, selon une info de la Tribune de Genève. Tenant du New Public Management, mais aussi de la méthode dure, ce gradé a en quelques mois imposé un style bien dans l'air du temps, celui de la prison à l'américaine où il s'agit d'en faire baver le plus possible aux prisonniers. Mais Jean-Michel Claude, s'il peut compter sur le soutien indéfectible de Gérard Ramseyer, conseiller d'Etat dont on connaît l'amour immodéré de

la répression, doit encore compter avec une partie du monde politique. On obtiendra donc sa tête, suite à la publication de rapports qui font froid dans le dos.

Cette affaire nous pousse à ne pas oublier que la prison est tout d'abord un lieu de souffrances, et que les conditions dans lesquelles les humains s'y côtoient sont notoirement propices à une évolution vers le sadisme, la torture et le mépris de la dignité humaine. Cette évolution de la prison peut se produire dans n'importe quel Etat, si "démocratique" qu'il soit.

F. MIRAIL

L'actuel directeur par intérim en titre de la prison, Constantin Franziskakis, partage de nombreux points communs avec son prédécesseur : âge, profil de carrière. Le plus surprenant est qu'ils sont tout deux d'anciens enseignants de l'école primaire. S'agit-il d'une nouvelle filière, menant de l'école à la prison ? S'il reste difficile de répondre à cette question, et pour cause, notons néanmoins que le dossier d'enseignant de M. Claude mentionnait une plainte pour traitement trop dur à l'égard d'une élève.

La Haye infranchissable

180 délégués et d'innombrables heures de négociations sur le réchauffement de la planète (un sujet qui inquiète depuis les récentes et nombreuses catastrophes "naturelles"). Résultat : un fiasco total, au travers duquel chacun des délégués-bureaucrates présents se retranche derrière des lois économiques rigides. Les industriels auront donc triomphé des intérêts humains et écologiques. Tout le long de la conférence, on n'aura cessé de souligner le fossé géographique au niveau des responsabilités en matière de pollution industrielle : d'un côté les pays du Nord, sur-industrialisés et donc sur-polluants, de l'autre les pays du Sud, peu industrialisés et moins polluants. Mais les industries du Sud n'en sont pas moins une source importante de pollution en raison de normes de respect de l'environnement moins exigeantes qu'au Nord. Ces tolérances, ainsi que des normes sociales parfois inexistantes, expliquent pourquoi une grande partie des indus-

tries du Sud sont aux mains d'industriels du Nord...

Bref. A l'heure actuelle, on rejette la faute sur l'Allemagne, qui aurait fait capoter les négociations. Une manière simple de passer sous silence que chacun des bureaucrates présents possédait le mandat officieux de ne surtout pas entraver le bon développement des profits capitalistes... C'est en ce sens qu'une telle conférence est absurde : les pollueurs industriels envoient leurs petits copains ministres tergiverser sur un sujet grave qui n'est pour eux qu'une couverture hypocrite, destinée à montrer au peuple inquiet qu'on prend en compte ses angoisses. Si on continue à les laisser faire, le bilan s'alourdira encore : des heures et des heures de bla-bla, des tonnes et des tonnes de profits capitalistes polluants, une terre saignée à blanc par l'irresponsabilité de ceux qui nous gouvernent... et notre incapacité à stopper cette destruction généralisée.

S. MORENO

Conso-auto-pa bô...

Le quartier Acacias-La Praille, à cheval sur les communes de Genève et Carouge, vit de grandes transformations. Le nouveau centre commercial de la Migros, ou plutôt devrais-je dire M-Park, selon la terminologie officielle, le plus grand de Suisse, vient d'ouvrir ses portes. Chic. Sauf que ce tout nouveau tout beau temple de la conso a furieusement tendance à drainer un important troupeau de citoyens consommateurs, motorisés comme il se doit, le M-Park étant tout naturellement dépourvu d'un accès en transport public*. Conséquences prévisibles : bouchons, puanteurs et j'en passe. Une dame s'en plaignait d'ailleurs amèrement dans le courrier des lecteurs de la Tribune, annonçant tout de go son intention de quitter ce quartier. Elle fait bien. Car, rappelons-le, l'on vient de donner le coup d'envoi du chantier du futur Stade de Genève, lui aussi agrémenté de l'indispensable centre commercial. Et comme le projet pêche, selon les écolos de service, par le manque de desserte par les transports publics, pas difficile de prévoir qu'on n'a pas fini de toussoter dans ce coin-là.

** Question légitime : est-ce le rôle des transports publics d'alimenter en adorateurs les cathédrales où se consomme l'acte marchand ?*

Poncet et la peine de mort

L'avocat genevois Charles Poncet n'est pas pour la peine de mort... mais il comprend que la majorité de la classe politique américaine le soit, George Bush et Al Gore en tête. Dans un texte paru dans *Le Temps* (17.11.00) il prédit : on y reviendra en Europe aussi. Pourquoi ? Parce que, comme aux Etats-Unis, nous disposons d'un bouc émissaire tout désigné : les délinquants « *brutaux et désespérés* » des banlieues telles que « *Vaux-en-Velin ou les quartiers nord de Marseille [qui] n'ont rien à envier à Detroit, y compris la présence de minorités ethniques* ».

En résumé, nous avons déjà, en Europe, fait la moitié du chemin en parquant dans des "cités" des pauvres, des immigrés, des laissés-pour-compte... Demain, il ne sera pas difficile d'aller y chasser les candidats au gilet pour trouver un dérivatif aux angoisses d'« *une majorité d'Européens blancs [qui] se sentira vraiment menacée* ». Pour compléter sa démonstration nous dirions qu'un deuxième pas vient d'être franchi avec des exposés comme le sien qui préparent l'opinion. Il reste à trouver suffisamment de politiciens démagogues pour parachever le travail.

Editeur responsable Claude Cantini

Tirage 1600 exemplaires

Courrier DIRECT! Case postale 2254

CH-1211 Genève 2

Téléphone & fax int+4122 734 29 22

! NOUVEAU! Email direct_ait@tao.ch

CCP DIRECT! 17-574 134-6.

Local 24, rue de Montbrillant, Genève

Internet www.tao.ch/~direct_ait